

# « Un CTR vu de l'intérieur ! »



**Le 2 décembre se déroulait le CTR dédié aux emplois et au budget 2017, sur reconvo-cation suite à boycott de l'intersyndicale DGFiP.**

**Les OS représentatives Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFiP avaient considéré nécessaire le fait de faire de ce CTR un moment d'échange entre la centrale et le réseau ! Moment crucial au regard de la mobilisation du 15 novembre et de l'ordre du jour de ce CTR.**

**Pour l'occasion donc, les militants des dé-partements «en lutte» depuis des mois ont tous répondu présents à notre sollicitation. Ils ont, par leurs interventions, informé, alerté, interpellé le DG et son état-major sur la situation périlleuse de la DGFiP vé-cue et ressentie par les agents.**

**Nous dédions ce 4 pages à leurs expres-sions !**

Monsieur le Directeur Général,

Je suis venu aujourd'hui exprimer l'incompréhension, le désarroi et la colère des agents du département du Nord.

Vous avez certainement eu connaissance de notre mouve-ment social, 1 jour/1 RAN, entamé le 10 octobre dans le Nord et qui à ce jour ne voit pas de fin devant tant de mépris envers les agents.

Mon département est sous administré en matière de sites et de personnels. Les trop nombreuses suppressions d'em-plois de la dernière décennie, les restructurations intensives, les expérimentations multiples depuis plusieurs années, le budget annuel qui fond comme neige au soleil, la quantité incroyable de sièges vacants et, en plus de cela, la mau-vaise médiatisation faite sur les fonctionnaires alors qu'on nous demande d'être exemplaires, poussent les agents à bout.

Vous avez réussi en quelques années à faire perdre le sens du travail, à créer des tensions dans les services ; bref !

À démotiver ! Les tensions se retrouvent autant entre collè-gues qu'avec les usagers. La hausse du nombre de fiches de signalement le démontre.

Alors que vous préconisiez en janvier 2016 dans la note de

préconisation ministérielle une prévention des risques psy-cho-sociaux à travers les CHSCT locaux, votre démarche de liquidation de notre administration a créé une forte hausse de ces mêmes risques. À croire que vous aviez prévu cette potentialité ou que vous l'avez volontairement développée. Sachez que nous n'en resterons pas là pour avoir des condi-tions de travail décentes, le service public et dans notre lutte pour la survie de notre administration. Nous n'en pouvons plus d'entendre que le progrès technologique va tout arran-ger. Nous n'en pouvons plus d'entendre que vous ne faites qu'appliquer la loi de finances votée par le Parlement. Nous n'en pouvons plus de subir les méfaits de directeurs qui se moquent éperdument des agents et qui ignorent la souf-france dans les services. Nous n'en pouvons plus de consta-ter que les élus du personnel et les instances d'un soi-disant dialogue social soient bafoués ou ignorés. En cela, j'affirme que l'avis des CHSCT est parfois pris après une présentation en CTL, que le CTL est consulté après la mise en place de certaines restructurations. Et même si les organisations syn-dicales se prononcent unanimement contre un projet aber-rant, vous avalisez ce projet. Que ce soit au niveau local comme au niveau national, il est de votre devoir d'entendre nos arguments et de palier les drames qui s'annoncent.

Aussi, tout comme le DUERP, aucune réponse concrète n'est avancée sur les cahiers revendicatifs, près d'une centaine, que les agents ont rédigé à l'instar des cahiers de doléances de 1789. Déjà, le DUERP soulève de nombreux problèmes matériels et psycho-sociaux. Déjà les réponses à travers le PAP confirment le mépris des risques psycho-sociaux, de l'urgence d'un meilleur matériel informatique, d'une meilleure réponse de la Direction sur tous les dysfonctionnements. Ceux-ci mis bout à bout créent un trouble de l'environnement de travail. Les risques les plus importants sont même déclassés en attendant qu'ils se produisent. Et malheureusement, ils se sont produits. Que vous faut-il avant de réagir et de vous décider à défendre les agents ? Une quantité astronomique d'heures écrêtées et de congés non pris car les collègues ont une conscience professionnelle eux ? Une hausse des arrêts maladie ?

Je vous mets au défi de recevoir les usagers à l'accueil un jour d'échéance, dans un département qui n'est pas des plus favorables pour l'emploi avec toutes les contraintes que vous avez imposées. Je vous mets au défi de tenir une journée dans un service. La pression est mise sur les agents pour remplir des statistiques en plus d'effectuer les autres tâches. Or, derrière les agents, ce sont les usagers qui trinquent aussi.

À cela s'ajoutent les multiples expérimentations «dans la longue tradition du Nord». Ces expérimentations qui soustraient des effectifs dans les services, soit directement, soit par des agents de renforts ponctionnés dans les emplois du département. Nous ne sommes pas dupes, les expérimentations réussissent presque toujours selon les rapports que vous en faites, mais pas aux dires des agents qui y participent. Et leur but est bien de vider les services de leur substance. Sans compter que ces agents n'étant plus dans les services ne permettront pas de soulager les collègues qui n'arrivent de fait plus à s'arranger pour prendre leurs congés.

Les agents du Nord dénoncent aussi l'absence de reconnaissance. Pour mémoire, il n'y a eu aucune revalorisation indiciaire depuis 6 ans alors que l'inflation s'est envolée. Le plan de qualification n'a cessé de chuter en nombre. Les rémunérations actuelles ne permettent plus d'avoir un niveau de vie décent.

Monsieur le Directeur, les agents du Nord exigent que vous preniez vos responsabilités. Dès demain le travail accompli par chaque agent doit se faire dans des conditions acceptables sur tous les plans : budgétaire, humain et législatif. Ne dépendent que de vous les 74 suppressions d'emplois anxiogènes et mortifères dans notre département. Stop au mépris et à la condescendance ! Donnez-nous les moyens d'effectuer notre mission de service public.

## Impressions sur mon premier CTR en tant qu'expert

À l'arrivée, déjà surpris par le matériel de la salle où doit se dérouler le CTR. Ce ne sont pas les mêmes moyens à Bercy qu'en province même si ce n'est pas le luxe. Ensuite, chacun est arrivé au fur et à mesure et a fait le tour pour dire bonjour à ceux déjà présents. Et du collègue au DG, je n'ai pas ressenti de distinction. Sauf que certains membres de la Direction ont daigné nous ignorer. Souriants et ordinaires, les directeurs connaissent bien les représentants des OS du fait des rencontres habituelles en instances.

Après, la séance débute. L'ambiance n'est pas tendue du côté de la Direction et le DG nous demande de lire nos interventions en liminaire. Quand les collègues du BN lui expliquent comment vont se dérouler les interventions, il laisse le champ libre. Puis, il a répondu aux liminaires rapidement pour nous laisser intervenir, mais n'a pas trop apprécié certaines remarques.

C'est là que la déception arrive. Alors que l'on pourrait s'attendre à la prise en compte des remarques faites et à la volonté de défendre les emplois de la part de notre lien hiérarchique auprès du ministre, le discours « tout fait » que l'on entend déjà en local quel que soit le département est débité. Sur un air tout à fait décomplexé, il explique qu'il ne peut rien faire pour les emplois. Il s'étonne du mal-être des agents avec tout ce qui est fait pour améliorer les conditions de travail. Et sur les risques psycho-sociaux, aucune parole. Il n'est qu'un fonctionnaire qui applique les décisions.

Aussi, pendant les interventions de chacun, les membres de la Direction nous observent, nous dévisagent et se détournent dès qu'on les fixe. La plupart fait un peu décoration puisqu'ils ne bougent pas et ne disent rien. La surprise se fait quand certains sont assis au second rang et sombrent dans l'ennui. Cela faisait un peu salle d'attente pour eux.

Sinon, concernant le Directeur Général, le responsable de la fiscalité, du budget et celui de la RH, ce n'est pas le même comportement. Le responsable RH s'amusait bien avec son téléphone et faisait rire les autres. Le responsable du budget consultait sa tablette en permanence. Le responsable de la fiscalité donnait l'impression de perdre son temps. Et le DG ! Il a parfois retenu sa colère face à nos propos « dont acte » et a parfois mélangé certains thèmes, mais toujours sur le ton de la légèreté.

Enfin, la sortie fut décevante puisqu'aucune réponse à l'urgence et à la détresse des agents n'a été donnée. Leur rôle de fonctionnaire est bien tenu.

Monsieur le Président,

Lorsque Solidaires Finances Publiques m'a demandé de venir à ce CTR en tant qu'expert, j'avoue avoir hésité, tant je constate que le dialogue institutionnel, national ou local, est formaté et porteur de peu d'avancées pour les agents de la DGFiP.

Mais la forte mobilisation de mes collègues des Hautes-Pyrénées le 15 novembre et les jours suivants, mes 38 années de travail passées dans plusieurs services de la DGI puis de la DGFiP, le constat de la dégradation sans précédent de l'exercice des missions et des conditions de vie au travail, le sentiment qu'il existe une fracture croissante entre le vécu des agents et les remontées de leur hiérarchie, m'ont poussé à venir à la capitale malgré des problèmes de santé.

Oui, les personnels des Hautes-Pyrénées se sont une nouvelle fois fortement mobilisés, y compris des chefs de services.

Oui, notre département a une représentation intersyndicale soudée.

Mais au-delà, les agents du 65 sont confrontés, comme ailleurs, tous les jours, de plein fouet, aux conséquences des vagues successives de suppressions d'emplois (170 postes supprimés en 14 ans, 11 de plus en 2017), à la charge supplémentaire de travail induite par les vacances d'emplois, à l'empilement des lois de finance qui complexifient toujours un peu plus la législation fiscale, à la nécessité de s'appropriier sans répit de nouvelles applications informatiques structurantes, à la concentration départementale ou supra-départementale des missions, à l'obligation de travailler en mode dégradé, à des situations de détresse humaine dans les services d'accueil, aux conflits avec certains contribuables, voire entre collègues.

Vous devez savoir que la parole des agents est plus libre avec les représentants du personnel qu'avec les chefs de service, et ce n'est pas sans conséquences sur le durcissement des rapports sociaux dans notre administration.

Nous avons connu une administration où les collectifs de travail étaient dimensionnés et centrés sur l'exercice des missions, où nous constituions une communauté de travail et de destin.

Pouvez-vous affirmer que c'est encore une réalité, alors même que vous remettez en cause nos droits et garanties en matière d'affectation, nos volumes de promotions, que l'écart des rémunérations divise, que vous réorganisez les missions sans donner de visibilité aux agents concernés ?

Ce dont nous parlons c'est de respect :

- du respect des collègues qui partagent les valeurs fondatrices de notre administration (sens de l'état et du service public, grande conscience professionnelle, sens du collectif de travail et volonté d'accomplir ses missions) ;
- du respect des collègues évaluateurs domaniaux qui voient leur mission et leur poste supprimés parfois

l'année suivant leur affectation ;

- du respect des agents du service des ressources humaines, dont la mission est transférée en 2019 et qui doivent assurer leur mission sans connaître leur avenir ;
- du respect des agents des trésoreries ou du service produits divers voués à disparaître ;
- du respect des agents qui luttent pour le maintien d'un service public fiscal et foncier efficace ;
- du respect de notre administration alors même que les agriculteurs ayant vandalisé le centre des finances publiques de Tarbes n'ont pas été poursuivis.

Pensez-vous qu'il est encore possible de construire un projet de vie (mariage, enfants, maison) durable quand la mobilité choisie est remise en cause ? Cela constitue pourtant un élément essentiel pour la qualité de vie au travail. Et, je vous l'assure, il peut faire bon vivre dans les Pyrénées. Cela devrait être pris en compte pour garder de la vie dans nos petits départements ruraux, ce qui repose sur le maintien d'une fonction publique de proximité.

Les agents des Hautes-Pyrénées ont exprimé leur colère, leur angoisse de l'avenir de la DGFiP, vous devez l'entendre et éviter que l'indifférence ne transforme cette colère en dégoût, ce qui, à notre sens serait le pire.



Je suis venu participer à ce CTR sans a priori, n'ayant aucune idée de la façon dont se déroule cette instance. Il me semblait important de porter la parole de mes collègues, le témoignage de la situation des services telle qu'elle est vécue et les revendications qui en découlent.

J'ai été surpris, voire déçu, par le formalisme qui encadre l'expression :

- premier tour déclarations successives des OS puis réponse du directeur général,
- deuxième tour réponses aux réponses, etc.

Bien sûr, le nombre important d'intervenants nécessite d'organiser les débats. Mais, contrairement à un CTL, il n'y a pas de possibilité d'échanges directs, de réparties immédiates et je l'ai regretté.

Sur le fond :

La parole des onze «experts» venus des sections a été forte. Chacun a décrit, avec ses mots, sa sensibilité, des situations différentes selon les départements mais ayant les mêmes causes : l'accumulation devenue insupportable des suppressions d'emplois, les postes vacants, la remise en cause de nos droits, la souffrance que cela induit au travail...

Dans cette partition à onze voix, nous avons donc bien parlé de la même chose au directeur !

C'était intéressant d'observer pendant ce temps les réactions du directeur (sourires, moues de déni, hochements de tête approbateurs...) et les échanges avec ses collaborateurs, les petits papiers qui passaient pour donner réponse à certains points. Cela donnait une indication sur les réponses à venir...

Dans ces dernières, le directeur s'est montré toujours courtois, donnant parfois, m'a-t-il semblé, des leçons de sémantique (prouvant par là qu'il ne faut pas se tromper de mot avec lui!). Il a cherché à aborder les problèmes évoqués de manière exhaustive, mais un peu dans le désordre, en indiquant en préalable qu'il ne pourrait «répondre de manière précise, agent par agent, poste par poste».

Il se dit attaché à la défense de la DGFIP et de ses agents (et je crois qu'il le pense), mais reconnaît avoir peu de marges et ne pas y arriver toujours.

Il dit ne pas avoir le même diagnostic que les OS sur « ce qui est bon pour la DGFIP » et je le confirme !

Car, en filigrane, selon ce que j'en ai retenu, même si c'est dit avec une certaine « bonhomie », sa réponse à nos problèmes c'est la concentration, les pôles supra-départementaux, les redéploiements, l'alignement par le bas des régimes indemnitaires ou des droits syndicaux.

En conclusion, j'ai trouvé l'exercice utile et nécessaire. Il prouve à l'évidence que le collectif DGFIP doit se reprendre, que les personnels doivent se mobiliser pour éviter que le pire ne devienne réalité.

## Comment on vit un CTR de l'intérieur

On pourrait penser que les militants de terrain avec l'expérience des Comités Techniques Locaux ne se sentiraient pas trop, comment dire, «dépay-sés», lors d'une convocation en qualité d'expert à un CTR.

Il est plus compliqué de rentrer dans Bercy que d'y rester sur les marches (même avec les CRS)

En ce qui me concerne c'est à des kilomètres de notre vécu en local...

Les représentants de Solidaires Finances Publiques ont voulu laisser toute la place aux experts pour s'exprimer lors de leur intervention, mais après ?

Peu habituée à l'exercice on hésite à intervenir même si ça démange, même si c'est à la limite de la démangeaison urticante...On peut allumer le micro, la lumière rouge indique au président qu'on demande la parole...mais comment dire on sent que ça ne se fait pas, y compris entre OS.

On se dit, l'exercice semble super cadré! C'est pas mon tour !

Les mots manquent un peu, pourtant, on a l'habitude d'écrire !

Ambiance réservée, polie, voire conviviale, comme on ne le connaît pas forcément en local, mais comment l'exprimer, il ressort de cette instance une espèce de respect affiché qui n'empêche pas le discours convenu. Certes M Parent est attentif mais dans ses réponses, il a raison, il est là pour sauver la DGFIP, c'est juste que les agents ne perçoivent pas qu'il est là pour les défendre et sauver les missions de la DGFIP !!! Goldorak réincarné.

Au-delà de tout ça les déclarations liminaires des 4 secrétaires généraux puis celles des experts des différents départements ont duré plus de 2 h. Si on ajoute à ce temps celui de la réponse du DG, et les interventions nécessaires de Solidaires Finances Publiques et de la CGT sur différents sujets, il était 14h15.

Pour un militant extérieur et peu habitué aux us et coutumes de cet exercice, il est compliqué de comprendre que le DG puisse prendre la parole pendant plus d'une heure et demi aux diverses interventions sans interruption....Surtout qu'il a forcément raison.

Il est honnête de dire, à ce stade que les interpellations des différents experts de terrain l'ont dérangé à plus d'un titre. C'est comme en CTL quand des agents s'en prennent directement à leur directeur.

D'autant qu'il a renvoyé plusieurs fois le sujet au plan local, pire qu'il ne semblait même pas au courant que les méthodes (en matières humaines) de certains de ses directeurs locaux ressemblaient plus à des méthodes du 19<sup>ème</sup> siècle qu'à une DGFIP du 21<sup>ème</sup>...

## Comment on vit un CTR de l'intérieur (suite)

Donc pause et aucun des sujets du CTR n'avait été abordé. Aucun problème en soi, puisque le sujet principal était celui des suppressions d'emplois et que aussi bien Solidaires Finances Publiques que la CGT ont annoncé ne pas revenir après la pause méridienne.

Pour conclure, je dirais que je suis heureuse d'avoir pu représenter mon département (66) à ce CTR, mais j'ai été très surprise de constater le peu d'interactivité dans le dialogue national. Peut-être ce CTR était-il un peu particulier avec la venue des experts du terrain (66, 65, 59, 30), mais c'est au final assez décevant dans le contexte actuel de la DGFIP.

Intervention de Solidaires Finances Publiques GARD  
au CTR du 2 décembre 2016

Monsieur le président, je suis ici aujourd'hui pour vous témoigner des difficultés des agents du Gard et notre direction.

Dans le département, nous avons bloqué les deux sites les plus importants Nîmes Saintenac et St Privat des Vieux.

Le malaise est le même dans le Gard que les autres départements qui viennent d'être évoqués. Les pratiques sont les mêmes concernant le pseudo dialogue social.

### 1. - Les suppressions d'emploi et remise en cause du temps partiel

La direction du Gard se meure des suppressions d'emplois et elle ne sait plus comment gérer la pénurie.

Chaque année les suppressions de poste, les étrennes du début d'année. Les services se demandent à qui le tour ?

INNOVATION, notre DDFIP ne sachant pas comment vous montrer son désarroi face aux suppressions de poste décide d'attirer l'attention de votre part de façon toute particulière !

#### Acte 1

Monsieur le DDFIP du GARD demande à son encadrement de refuser les renouvellements de temps partiel ou les demandes de temps partiel !

Sous-entendu, je n'ai plus de moyen de renfort donc si vous acceptez les temps partiels, ne venez pas pleurer que vous n'y arrivez pas.

#### Acte 2

En instance paritaire, notre DDFIP s'explique, ne vous inquiétez pas, c'est pour attirer l'attention sur le déficit emploi dans le département. Il y aura un refus en CAPL, mais en instance Nationale ça va se régler (comme si les instances nationales n'ont que ça à faire !!) Notre DDFIP a juste oublié qu'il n'y a pas de CAP nationale, juste le Tribunal Administratif ! Une paille !

L'agent lui se retrouve dans la difficulté, pris en otage !

#### Acte 3

Nous avons eu dans le GARD, notre premier refus de temps partiel. Est-ce une commande de votre part pour régler le déficit emploi ?

Cette année dans le Gard : 14 suppressions d'emploi. À part le poste d'AFIP qui restera en direction en surnombre, les services vont absorber la suppression de 2 A, 4 B et 7 C. Le solde d'effectif réel actuellement dans le Gard est à -19.60 en C et -10.60 en B

Ce déficit va encore se creuser pour les mouvements de mars (spécifique B et complémentaire C),

Cette année nouveauté : des départs à la retraite prévus

après le 01/09/2016 n'ont pas tous été pris en compte dans le mouvement général de septembre 2016.

La disparition des mouvements complémentaires pour les B et les A pose un réel problème pour notre département : la moitié de la DDFIP a plus de 55 ans.

### 2. - L'ASR du Gard et particulièrement à St Privat des Vieux

La direction a anticipé le déplacement du SPF de St Privat sur Nîmes au 01/03/2017 prévu initialement le 1/09/2017. Cette précipitation nous semble inopportune :

– La migration des bases FIDJI prévue a été annulée.

– La fusion départementale avec les SPF de Nîmes n'est pas prévue avant 2018.

Solidaires Finances Publiques Gard demande à annuler cette anticipation et de demander une pause technique sur cette restructuration.

Une note de service départementale pour recourir au détachement dans les SPF a été publiée sur ULYSSE GARD. Nous craignons des mises en difficulté des services qui auraient des départs d'agents détachés. Il y a des volontaires pour suivre la mission mais la direction maintient sa note pour anticiper les départs à la retraite du SPF (moyenne d'âge élevée). **Cette pratique RH est hors règles de gestion et nous la condamnons fortement.**

Est-ce une directive nationale ?

Sinon, Pouvez-vous demander à notre direction d'arrêter de faire n'importe quoi ?

Le site de St Privat a une antenne CDIF depuis la réforme CDI CDIF. Une certaine synergie dans les services s'était créée. Cela a permis une relative réussite de cette fusion, au contraire du site du Vigan. La mission foncière du Vigan va retourner à Nîmes : constat d'échec de cette réforme dans cette configuration du fait essentiellement du déficit emploi sur ce site.

Nous demandons à maintenir l'antenne CDIF sur St Privat des vieux et de maintenir une antenne PTGC et PELP à St Privat des Vieux.

Nous avons rencontré le député socialiste Fabrice VERDIER hier après-midi. Il dit assumer les suppressions d'emplois qu'il a votées. Pour lui, le tout numérique n'est pas une fin en soi, le maintien d'un service public à la deuxième agglomération du département doit être sérieusement étudié. Il souhaite, le maintien des services de St Privat des vieux et se dit opposé à cette logique de tout concentrer sur Nîmes. Nous demandons à surseoir cet ASR du Gard.

### 3. - Accueil personnalisé

La direction a mis en place (cf dernier CTL) l'accueil sur rendez-vous pour les SIP de BAGNOLS et de la TRÉSORERIE DE BEAUCAIRE.

Pourquoi la direction a annoncé un report de ce projet ? La trésorerie de Beaucaire a une population très paupérisée. La prise de RDV dématérialisée par cette population via le site [impots.gouv](http://impots.gouv) est très compliquée à mettre en œuvre.

Nous demandons à renoncer à ce système car inadéquat qui par ce report montre que l'on n'est pas au point techniquement.

### 4. - Un SIP dans le sud du département

La direction propose de transférer de fusionner 3 SIP de Nîmes en 2 et d'en transférer 1 dans le sud du département en 2018. Solidaires Finances Publiques n'est pas opposé au développement du maillage territorial, pour autant la date de 2018 avec la mise en place du Prélèvement à la Source ne nous semble pas opportune.

Solidaires Finances Publiques demande à surseoir au projet afin d'appréhender correctement cette réforme.



Lors des Comités techniques locaux, j'ai pour habitude d'entendre les directeurs locaux successifs dire leur impuissance face aux suppressions d'emplois : «Ce n'est pas moi, c'est une décision qui vient du national». Nous avons souvent en CTL demandé à ce que notre Directeur Général descende pour qu'il entende nos revendications. «Si la montagne ne vient pas à toi, va à la montagne».

Ma convocation au titre d'expert à ce CTR emploi était l'occasion pour moi de donner les revendications de mon département au plus haut dans la hiérarchie de la DGFiP.

Mon département était un des départements en pointe dans le mouvement de novembre : deux sites bloqués pendant une semaine en intersyndicale. Nous avons comme nos copains des autres départements convoqués en expert, le même ressenti sur ce pseudo dialogue social, sur la désespérance et le désarroi des agents face aux suppressions et réorganisations de services incessantes.

**Nous avons porté au plus haut nos revendications concernant l'arrêt de l'Aménagement des Structures et du Réseau pour le site de St Privat des Vieux. A ce sujet Bruno PARENT n'a pas répondu, laissant au final notre directeur responsable de son projet, première déception. On pouvait se douter déjà que l'ASR du département est de la responsabilité du directeur local malgré les directives nationales. La lutte à ce sujet se continuera donc en local.**

**Concernant les emplois, deuxième esquivé du DG : décision politique ! Il ne nous reste plus qu'à voir le politique ! (sic) Le ministre, s'il veut enfin nous voir !**

**Une seule satisfaction :**

**Dans le département, notre Directeur local depuis son arrivée fait pression sur ses chefs de services pour qu'ils refusent les temps partiels qu'il qualifie «de confort» : «Sous-entendu la direction n'a plus les moyens de renfort donc si vous acceptez les temps partiels, ne venez pas pleurer que nous n'y arrivons pas !».** Pour notre directeur, c'est le seul élément à son niveau pour réduire le déficit emploi, la seule réponse qu'il nous avait déjà apportée en local au blocage du site de mai dernier pendant la campagne Impôt sur le Revenu. Il ne faut pas que l'on s'étonne de la mobilisation dans le département.

**La réponse du DG au sujet du refus de temps partiel a été claire : «aucune commande nationale concernant les refus de temps partiels n'a été demandée, le temps partiel à la DGFiP a augmenté ces dernières années. Ce constat a permis à la DGFiP d'avoir moins de suppressions d'emplois que prévues.»**

**Au vu de cette réponse, il ne nous reste plus qu'à demander à notre Directeur de cesser ses pressions et à nos chefs de services et collègues de ne pas céder.**

**Nous revenons de ce CTR avec une petite satisfaction, pour le reste nous ne lâchons rien !**